

Unir le syndicalisme pour améliorer notre quotidien et transformer demain

Sur nos lieux de travail, dans les services, entreprises ou établissements, nous faisons face à une dégradation sans précédent de nos conditions de travail. Dans le même temps, nous subissons une stagnation, voire un recul de notre niveau de vie. Nos services publics se dégradent, nos métiers perdent de leur sens et se précarisent. Mais ce n'est pas une fatalité !

Au travail, le syndicalisme est bien souvent le seul contre-pouvoir. Il permet d'échanger, de s'informer, de connaître, défendre et gagner des droits, de construire des solidarités en faisant du collectif alors que l'organisation du travail voulue par les employeurs cherche à nous isoler.

Les politiques économiques libérales ont affaibli tout ce qui faisait commun dans la société, et les services publics en ont directement subi les conséquences. Derrière les chiffres, ce sont des usagers et des agents qui ont vu leur vie se dégrader, la société se déliter.

Le syndicalisme a aussi subi les conséquences de ces politiques et reste trop divisé. Mais la mobilisation contre le recul de l'âge de départ à la retraite à 64 ans a changé la donne. L'intersyndicale a permis d'alerter la population sur le danger de ce recul et d'organiser une mobilisation historique partout dans le pays. Contre le poison de la division, ensemble les syndicats ont permis de remettre la question sociale au cœur du débat public.

Par ailleurs, en France comme dans le monde, l'extrême droite progresse sur les inégalités, la désespérance sociale et le repli sur soi. Elle pointe toujours le travailleur immigré comme le « privilégié » et ne s'en prend jamais aux plus fortunés. Salaires, retraite, SMIC :

quand le RN vote à l'Assemblée c'est toujours contre l'intérêt des travailleurs. Tout cela en fait le pire ennemi des salarié·es.

Enfin, la dégradation considérable de l'environnement, d'abord pour les profits de quelques-uns, est un enjeu fondamental pour l'avenir de l'humanité.

La CGT et la FSU ont une histoire commune, une analyse de la situation actuelle partagée et des propositions similaires ou complémentaires.

Parce qu'elles considèrent que la division entre salarié·es et entre organisations syndicales n'est pas une fatalité, nos organisations poursuivent un travail en commun pour unir le syndicalisme, celui qui améliore le quotidien et participe à transformer la société de demain.

La CGT et la FSU vous proposent de participer et prendre part à ces débats. D'abord ne plus rester seul·e en vous syndiquant, si vous ne l'êtes pas déjà, et proposer à vos collègues de faire de même, pour s'organiser collectivement et être plus forts encore ! Vous pouvez aussi participer ou organiser des débats sur la nécessité de se syndiquer et le besoin de réunir le syndicalisme de transformation sociale afin de devenir une force majoritaire chez les salarié·es.



Ce cahier 4 pages est distribué avec *Fonction publique*, mensuel de l'UFSE-CGT, daté novembre 2024, numéroté 344.

FONCTION PUBLIQUE

N° 344 >> NOVEMBRE 2024

Une histoire commune

La Confédération Générale du Travail (CGT) est créée en 1895 pour regrouper tous les syndicats et fédérations professionnelles dans la même organisation. Première confédération dans l'Histoire, elle a rassemblé à la fois les syndicats de métiers et les bourses du travail. Aujourd'hui la CGT est l'une des plus importantes confédérations de salarié·es du public et du privé, et organise plus de 600 000 syndiqué·es de tous les secteurs d'activité, c'est-à-dire de manière interprofessionnelle.

La Fédération Syndicale Unitaire (FSU) s'est constituée en 1993 suite à une scission de la Fédération de l'Education Nationale (FEN). Cette dernière faisait par ailleurs partie de la CGT avant 1948. Les enseignant·es ont toujours été puissamment organisés. Aujourd'hui la FSU est la 5ème force syndicale, et regroupe 150 000 agent·es de la fonction publique, elle est majoritaire dans l'enseignement. C'est le secteur le plus syndiqué de tout le salariat mais les limites du syndicalisme autonome pèsent sur le rapport de force.

Le choix de l'unité

Depuis des années la CGT et la FSU sont les chevilles ouvrières de l'unité syndicale au niveau interprofessionnel tant nationalement que localement. Suite à la mobilisation massive en 2023 contre le recul de l'âge de la retraite à 64 ans, la CGT et la FSU ont engagé un travail en commun pour encore améliorer nos relations et pratiques syndicales. Nous partageons la nécessité de poursuivre l'intersyndicale et dans tous les cas de travailler à l'unité la plus large. Nous combattons la division et la mise en concurrence syndicales Ensemble nous mesurons qu'il n'y a jamais autant eu de syndicats en France et jamais aussi peu de syndiqué·es. Nous devons travailler au rassemblement pour être plus forts encore.

Depuis très longtemps, le syndicalisme se divise. Néanmoins, il a été plusieurs fois en capacité de rassembler, en se battant sur deux fronts :

- **l'unité d'action** : une démarche sur des revendications et des exigences communes, comme pendant la bataille des retraites en 2023 ou les combats en cours pour nos services publics.
- **l'unification syndicale** : une organisation unie par-delà les histoires spécifiques. C'est justement ce qui a permis, en 1936, la victoire du Front populaire puis la grève qui l'a suivie, cette dynamique ayant permis les immenses conquêtes que sont les congés payés, les 40 h sans perte de salaire... En 1943, cela a participé à renforcer la Résistance et à créer le CNR avec des avancées qui structurent encore notre modèle social. Cela a fait ensuite émerger la proposition de « maison commune » de tous les syndicats.

Il s'agit aujourd'hui d'améliorer le travail en commun

Les textes adoptés lors des grands débats démocratiques que sont nos congrès — en 2022 pour la FSU et en 2023 pour la CGT — viennent conforter ce qui nous unit. Là où la CGT affirme « *comme objectif la transformation sociale* », la FSU « *propose un projet de transformation profonde de la société* ». Sur la question de l'égalité femme — homme, contre les racismes, pour défendre et développer les services publics, ou pour les grandes mobilisations sociales comme sur les questions démocratiques, nos deux organisations syndicales ont des analyses et des propositions partagées.



Propositions similaires et actions complémentaires



Sur les salaires, la CGT et la FSU revendiquent d'urgence, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, l'augmentation du SMIC comme de tous les salaires et leurs indexation sur les prix. Les pensions doivent être augmentées et indexées sur les salaires pour ne plus perdre en niveau de vie. Nous exigeons dans les grilles indiciaires de la fonction publique et les conventions collectives de branche, une meilleure reconnaissance des qualifications.



Une haute protection sociale, financée par nos cotisations sociales c'est-à-dire sur notre travail, doit permettre d'assurer la continuité des revenus en cas d'aléas et tout au long de la vie : maladie, chômage, maternité, retraite. Pour l'abrogation du recul de l'âge de la retraite à 64 ans et pour le retour aux 60, la CGT et la FSU défendent le modèle par répartition et la solidarité intergénérationnelle qu'il assure. C'est dans un cadre intersyndical que nous luttons pour défendre notre protection sociale et la sécurité sociale intégrale, c'est-à-dire la prise en charge totale des soins prescrits. Il faut en finir avec toutes les exonérations de cotisations sociales qui viennent assécher notre régime de protection sociale.



Les services publics, mis à mal par des années d'austérité budgétaire et de manque de considération, doivent être rendus disponibles sur tout le territoire et pour toutes et tous. Au-delà des moyens financiers, la qualité de la fonction publique appelle un statut général des fonctionnaires, garantie essentielle pour les usager-es. Les obligations (neutralité, impartialité, indépendance, responsabilité...) et droits des fonctionnaires (pleine citoyenneté, propriété de leur grade et non de leur emploi, droit à la carrière...) sont des principes constitutifs de la fonction publique.



Un projet éducatif émancipateur anime nos deux organisations, afin que tou-te.s les jeunes puissent bénéficier d'éducation et formation gratuites jusqu'à 18 ans, dans le cadre d'une école publique, laïque et émancipatrice, avec un plus grand accès à l'enseignement supérieur public en supprimant notamment la sélection à l'université. Il faut des moyens pour l'école publique et rompre avec les parcours scolaires prédéterminés dès le plus jeune âge par une ségrégation sociale ou territoriale, en limitant les uns à une « employabilité » immédiate et en réservant aux autres des savoirs savants et élitistes.



La justice fiscale, par une forte redistribution, est portée par la FSU et la CGT dans l'objectif de répondre urgemment aux besoins sociaux et environnementaux. Dans le domaine du travail, les milliards d'aides publiques versés chaque années aux entreprises privées sans contrôle ni contrepartie doivent être stoppés. Il n'est plus possible qu'un nombre toujours croissant de travailleurs s'appauvrissent alors que les dividendes atteignent des records.



La transition écologique passe par notre activité productive, avec une véritable démocratie au travail qui doit permettre aux travailleuses et travailleurs de débattre des critères de qualité de leur activité et de son organisation. Nous produisons, nous décidons. Contre le piège visant à opposer nos emplois et l'environnement, nous devons relocaliser des productions industrielles et sécuriser les salariés dans leur parcours professionnel. Le nombre d'agents publics qualifiés doit être augmenté pour mettre en œuvre des politiques publiques en faveur de la préservation de l'environnement et de la transition écologique.

Un travail en commun et de rapprochement de nos organisations

La CGT et la FSU ont engagé un travail en commun depuis 2009. Celui-ci a été réactualisé en 2023 suite à la longue mobilisation retraite puis à la très inquiétante progression de l'extrême droite.

Dans de nombreux endroits la FSU et la CGT agissent d'ores et déjà ensemble.

Notre démarche cherche à progresser sur la voie d'un syndicalisme de transformation

sociale à vocation majoritaire, qui a besoin de rassembler et de se développer dans l'ensemble des entreprises et des services afin de se renforcer.

Si ces premières étapes sont réussies, le processus aura vocation à s'élargir avec toutes celles et tous ceux qui partagent cette vision et objectif du syndicalisme... La CGT et la FSU sont attachés à rassembler le pluralisme syndical.

Notre mandat poursuit 3 objectifs principaux

- *Améliorer l'unité d'action en intersyndicale pour gagner sur nos revendications;*
- *Cheminer plus spécifiquement sur la fonction publique et les enjeux de services publics car nos analyses comme nos propositions sont similaires;*
- *Travailler en commun pour gagner en efficacité, étape par étape en faisant des retours dans nos organisations respectives.*



Une démarche concrète, rassembleuse et transparente

Un groupe de travail conjoint entre nos deux organisations syndicales a été mis en place. Depuis novembre 2023, il poursuit ses travaux à un rythme régulier. Ont été notamment abordées les questions de démocratie syndicale et de fonctionnements respectifs. Après chaque rencontre, un compte rendu et les documents de travaux en cours sont diffusés au sein de nos organisations.

Si une impulsion nationale est évidemment indispensable, la démarche mise en œuvre a bien pour objectif d'irriguer au maximum tous les niveaux de nos organisations, en croisant les dimensions territoriales et professionnelles. Des initiatives dans les champs professionnels et les départements

sont déjà en cours. Chaque organisation doit initier ou poursuivre ces rencontres communes pour aussi traiter les particularités ou réalités locales.

Nous voulons rassembler, unir et sortir de l'impasse de la division syndicale. Cette division arrange les directions d'entreprise ou les différents pouvoirs et elle est, à juste titre, reprochée par de nombreux salarié·es.

Redonnons confiance au collectif et participons au renouveau syndical. Une méthode : partir de ce qui nous rassemble plutôt que de nos différences. Un objectif : rassembler et organiser le salariat, pour être plus fort encore.